

CONVENTION CONSTITUTIVE DE L'AGENCE DU SERVICE CIVIQUE

Vu le code du service national, notamment son article L. 120-2 ;

Vu le décret n° du relatif au service civique ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique

ENTRE :

- L'Etat, représenté par le ministre chargé de la jeunesse,
- L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances
- L'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire
- L'association France volontaires

Ci-après désignés par « les membres »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE I DEFINITION GENERALE

Article premier

Dénomination

Il est créé entre les membres un Groupement d'Intérêt Public dont la dénomination est :
« Agence du service civique ».

Article 2

Objet

L'Agence du service civique a pour objet

- 1° De définir les orientations stratégiques et les missions prioritaires du service civique;
- 2° D'assurer la gestion des agréments et du soutien financier apporté par l'État à l'accueil des personnes volontaires en service civique ;
- 3° De promouvoir et de valoriser le service civique auprès notamment des publics concernés, des organismes d'accueil et d'orientation des jeunes, des établissements d'enseignement et des branches professionnelles ;
- 4° De veiller à l'égal accès des citoyens au service civique ;
- 5° De favoriser la mise en relation des personnes intéressées par un service civique avec les personnes morales agréées proposant un contrat de service civique ;
- 6° De contrôler et d'évaluer la mise en oeuvre du service civique ;
- 7° De mettre en place et de suivre les conditions permettant d'assurer la mixité sociale des bénéficiaires du service civique ;
- 8° D'animer le réseau des volontaires et anciens volontaires en service civique ;
- 9° De définir le contenu de la formation civique et citoyenne suivie par les volontaires en service civique.

Article 3

Siège

Le siège de l'Agence est fixé à Paris, 95 avenue de France.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Article 4

Durée

Conformément à l'article D.120-1 du code du service national, l'Agence est constituée pour une durée de 5 ans.

Cette période peut être renouvelée ou prolongée par décision du conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers des droits de vote.

L'Agence jouit de la personnalité morale à compter du jour de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'approbation de la présente convention, conformément à l'article 3 du décret du susvisé.

Article 5

Adhésion, cession de droits, exclusion

5-1 Adhésion

Au cours de son existence, l'Agence peut accepter de nouveaux membres, par décision du conseil d'administration.

5-2 Exclusion

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par le Conseil d'Administration, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu préalablement par le conseil d'administration.

5-3 Retrait

En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du groupement pour motif légitime, à l'expiration d'un exercice social, sous réserve qu'il ait notifié son intention, par lettre recommandée au Président du conseil d'Administration, trois mois avant la fin de l'exercice et qu'il se soit acquitté de ses obligations financières vis-à-vis du groupement pour l'exercice en cours et les précédents.

5-4 Cession de droits

Toute cession de droits nécessite l'accord du conseil d'administration.

Les conditions de quorum et de majorité des décisions du conseil d'administration sont précisées à l'article 6-3 de la présente convention.

L'application des dispositions de l'article 5-4 est soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

TITRE II ORGANISATION

Article 6

Conseil d'administration

6-1 Composition

Le conseil d'administration de l'Agence du service civique est composé de :

- 7 membres avec voix délibérative dont :
 - o 4 représentants de l'Etat :

- pour le ministère de la jeunesse et des solidarités actives :
 - le directeur chargé de la jeunesse et de la vie associative ou son représentant (qui dispose de deux voix),
 - le directeur des affaires financières, juridiques et des services ou son représentant (qui dispose de deux voix),
 - un directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (qui dispose d'une voix) désigné par le directeur chargé de la jeunesse et de la vie associative.
 - Pour le ministère chargé des comptes :
 - le directeur du Budget (qui dispose d'une voix) ou son représentant
 - le directeur de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (qui dispose de deux voix) ou son représentant,
 - le directeur de l'Institut national de la Jeunesse et de l'Education Populaire (qui dispose d'une voix) ou son représentant,
 - le Président de l'association France Volontaires (qui dispose d'une voix) ou son représentant.
- 3 personnalités qualifiées avec voix consultative conformément à l'article D. 120-5 du code du service national désignées pour une durée de trois ans renouvelable.
 - Le président de l'agence du service civique, désigné conformément aux dispositions de l'article D. 120-5 du code du service national. Il dispose d'une voix délibérative, prépondérante en cas de partage des voix. En cas de vacance de la présidence, celle-ci est assurée par le directeur chargé de la jeunesse et de la vie associative. Le président est assisté de deux vice-présidents désignés conformément aux dispositions de l'article D.120.6

6-2 Attributions

Le Conseil d'administration fixe les orientations générales de l'Agence du service civique :

Il délibère notamment sur :

- la définition des orientations stratégiques et des missions prioritaires du service civique, après avis du comité stratégique ;
- le programme annuel de travail de l'Agence, après avis du comité stratégique, définissant notamment les modalités générales de mise en œuvre et de contrôle du service civique ;
- le rapport annuel d'activité de l'Agence, après avis du comité stratégique, comprenant notamment une évaluation de la mise en œuvre du service civique ;
- la définition des priorités, des limites et des conditions de délivrance des agréments par le Président de l'Agence et les délégués territoriaux de l'Agence, conformément à l'article D. 120-8 du code du service national ;
- le référentiel de la formation civique et citoyenne et les modalités générales de sa mise en œuvre ;
- le recrutement d'agents contractuels de droit public ;
- le budget et le compte financier de l'Agence ;
- les modifications de la convention constitutive ;

- l'adhésion, l'exclusion et la cession de droit de membres ;
- la désignation des membres du comité stratégique.

Il établit le règlement intérieur de l'Agence fixant les conditions de fonctionnement et les règles régissant les relations entre le conseil d'administration, son président, le comité stratégique, le directeur de l'Agence et les délégués territoriaux.

Le conseil d'administration est tenu informé des agréments délivrés à chacune de ses réunions.

Le conseil d'administration dispose du pouvoir d'ester en justice et de transiger. Il exerce en outre les attributions qui ne sont pas expressément attribuées par la présente convention à un autre organe du groupement.

6-3 Fonctionnement

Un administrateur peut donner mandat à toute personne de son choix membre du conseil d'administration. Nul ne peut être porteur de plus de deux mandats.

Le conseil d'administration ne se réunit valablement que si les membres, présents ou représentés, disposent au moins des deux tiers des droits de vote. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est convoqué à nouveau, avec le même ordre du jour, dans un délai qui ne peut être supérieur à quinze jours. Il délibère alors sans condition de quorum, étant toutefois précisé qu'un représentant de l'Etat doit, en tout état de cause, être présent, sauf à priver de validité les délibérations.

Hormis les dispositions prévues à l'article 4, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'Administration font l'objet d'un procès verbal adressé à l'ensemble des membres.

Le directeur est convoqué et assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Le mandat des administrateurs est exercé gratuitement. La fonction de président de l'Agence peut donner lieu à rémunération, dans les conditions prévues à l'article D. 120-6 du code du service national.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par les services administratifs de l'Agence.

Article 7

Le Comité stratégique

Le Comité stratégique est un organisme consultatif regroupant :

- des représentants des organismes d'accueil agréés (organismes sans but lucratif et personnes morales de droit public) et des personnes volontaires dont les candidatures sont acceptées par le Conseil d'administration selon les modalités précisées à l'article 6-3 ; ils sont désignés pour une durée de trois ans ;
- deux députés et deux sénateurs désignés par le président de chaque assemblée pour une durée de trois ans ;

- le directeur général de la Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, au ministère des Affaires étrangères et européennes, ou son représentant.
- le secrétaire général du Comité Interministériel à la Ville ou son représentant ;
- le directeur du service national au ministère de la défense ou son représentant ;
- le directeur général du Trésor au ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi ou son représentant ;
- le délégué général à l'Outre-mer ou son représentant ;
- les membres du Conseil d'Administration de l'Agence du service civique, membres de droit.

Le président du Conseil d'Administration de l'Agence préside le comité stratégique.

Le mandat des membres du comité stratégique est exercé gratuitement.

Le comité stratégique propose les orientations soumises au conseil d'administration et débat de toute question relative au développement du service civique. Dans ce cadre, il a pour rôle de faire des recommandations sur la définition des orientations stratégiques et les missions prioritaires du service civique, sur la promotion et la valorisation du service civique auprès notamment des publics concernés, des organismes d'accueil et d'orientation des jeunes, des établissements d'enseignement et des branches professionnelles, sur l'égal accès des citoyens au service civique ainsi que sur les conditions permettant d'assurer la mixité sociale des bénéficiaires du service civique.

Il est saisi pour avis sur le rapport annuel d'activité et le programme annuel de travail de l'Agence.

Les recommandations du Comité stratégique sont votées à la majorité des 2/3 des présents, chacun des membres ayant une voix et communiquées au Conseil d'Administration.

Article 8

Le Directeur

Le Directeur est nommé dans les conditions prévues à l'article D. 120-7 du code du service national. Il assure le fonctionnement de l'Agence sous l'autorité du Président du Conseil d'Administration et dans le cadre des délégations qu'il lui confie. Il peut déléguer sa signature dans les conditions précisées dans le règlement intérieur.

TITRE III FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DU SERVICE CIVIQUE

Article 9

Droits et obligations

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du groupement dans les mêmes proportions que celles établies pour les contributions des membres.

Article 10

Capital

L'Agence est constituée sans capital.

Article 11

Contribution des membres- Moyens de l'Agence

Ces contributions sont garanties pour une durée minimale d'une année. A l'issue de cette période d'un an, le conseil d'administration pourra décider de les actualiser.

Elles sont fournies sous la forme :

- de participations financière au budget annuel ;
- de mise à disposition de personnels qui continuent à être rémunérés par l'un des membres ;
- de mise à disposition de locaux ;
- de mise à disposition de matériel qui reste la propriété du membre ;
- de réalisation, pour le compte de l'Agence, d'études, travaux, expertises ou de participation aux travaux de l'Agence sous réserve de leur valorisation ;
- de toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement.

Les membres de l'Agence conviennent de déterminer d'un commun accord le détail et la nature de leurs contributions au groupement. Les contributions font l'objet d'un ou plusieurs documents qui seront présentés annuellement au conseil d'Administration du groupement.

Article 12

Personnels du Groupement

Des personnels peuvent être mis à la disposition du groupement par ses membres. Des agents de l'Etat ou de toute autre collectivité publique peuvent être mis à disposition ou détachés, conformément à leurs statuts et aux règles de la fonction publique.

Pour couvrir ses besoins en personnel par des profils de compétence adaptés à ses missions, l'Agence peut procéder à des recrutements. Ces recrutements de personnel propre sont soumis à l'approbation du conseil d'administration. Les personnels ainsi recrutés pour une durée au plus égale à celle du groupement, n'acquièrent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans la fonction publique ou dans les organismes participant au groupement.

Article 13

Propriété des équipements

Les matériels, notamment informatiques, et les logiciels, achetés ou développés en commun appartiennent à l'Agence. En cas de dissolution de l'Agence, ils sont dévolus selon les règles déterminées en conseil d'administration.

Les matériels, notamment informatiques, et les logiciels mis à la disposition de l'Agence par un membre restent la propriété de ce dernier.

Article 14

Tenues des comptes et gestion

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion effectuée selon les règles du droit public établies par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

L'agent comptable désigné par arrêté du ministre chargé du Budget participe de droit avec voix consultative aux séances de toutes les instances de délibération et d'administration de l'Agence.

TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15

Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et est clôturé le 31 décembre de chaque année. Par exception le premier exercice social débute à la date de publication au journal officiel de l'arrêté d'approbation. Il se termine au 31 décembre de la même année.

Article 16

Contestations

Les contestations qui pourraient s'élever au cours de la période d'exécution de la présente convention ou à l'occasion de la liquidation de l'Agence, soit entre les membres, l'administration et l'Agence, soit entre des tiers et l'Agence, soit entre membres eux-mêmes relativement au groupement seront soumises à la juridiction du tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège social du groupement.

TITRE V DISSOLUTION, LIQUIDATION, CONDITION SUSPENSIVE

Article 17

Dissolution

L'Agence est dissoute de plein droit au terme de la présente convention, par la réalisation ou l'extinction de son objet, sauf prorogation.

Elle peut être dissoute :

- par abrogation de l'acte d'approbation, pour juste motif ;
- par décision du Conseil d'Administration.

Article 18

Liquidation

La dissolution de l'Agence entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale de l'Agence subsiste pour les besoins de sa liquidation.

Le conseil d'Administration fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Article 19

Dévolution des biens

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens de l'Agence sont dévolus suivant les proportions des contributions décrites à l'article 11 apportées depuis sa création par les membres présents au moment de la dissolution.

Article 20

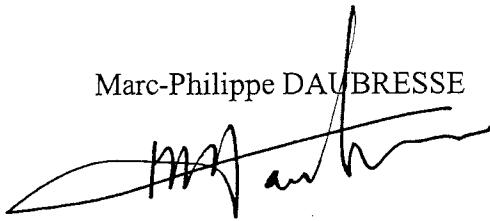
Conditions suspensives

La présente convention est conclue sous condition suspensive de son approbation par l'autorité administrative qui assure la publicité de cet acte.

A Paris, le 12 MAI 2010

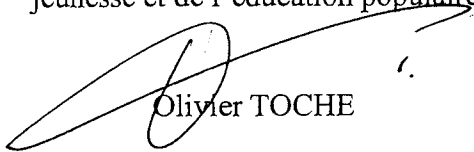
Le ministre de la jeunesse et des solidarités
actives

Marc-Philippe DAUBRESSE



Le Directeur de l'Institut national de la
jeunesse et de l'éducation populaire

Olivier TOCHE



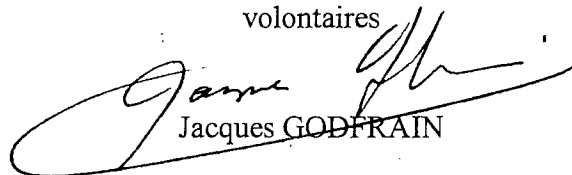
Le Directeur de l'agence nationale pour la
cohésion sociale et l'égalité des chances

Rémi FRENTZ



Le Président de l'association France
volontaires

Jacques GODFRAIN



ANNEXE à la convention constitutive:

Contributions des membres fondateurs pour l'année 2010 (soit 9 mois)¹:

	Valeur de la contribution :	VOIX Au CA
L'Etat² (Ministère chargé de la jeunesse) contribue par ³ :		6
○ l'allocation d'une subvention de fonctionnement (prog. 163) pour le financement de 10 ETPT.....	520.000€	
○ la mise à disposition de locaux pour permettre l'accueil de 20 personnes (sur la base d'un loyer moyen par agent et par an de 28.212€) correspondant à un loyer chargé de avril à décembre 2010.....	420.000€	
○ les frais de fonctionnement hors loyer (soutien logistique, informatique, téléphone, reprographie, fournitures de bureau, papier et photocopie, affranchissement, communication, déplacements : à raison de 4 838€ par agent par an) correspondant à un coût de avril à décembre 2010	72.570€	
TOTAL	1.012.570€	6
L'Agence nationale pour la Cohésion sociale et l'Égalité des Chances contribue au fonctionnement de l'Agence par :		
○ la mise à disposition de 2 ETP (9 mois) ⁴	120.000€	1
○ la mobilisation de son réseau dans le domaine de la politique de la ville (pour diffusion d'information, proposition de missions, et conception du site Internet service-civique.gouv.fr).....	240.000€	1
TOTAL	360.000€	2
L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire contribue par la réalisation, pour le compte de l'Agence, d'études, de travaux, d'expertise, sur les missions prioritaires, l'analyse des pratiques et attentes des jeunes, des besoins des structures d'accueil, l'analyse des politiques similaires à l'étranger, l'évaluation proprement dit de la mise en œuvre du service civique ⁵	180.000€	1
L'association France volontaires⁶ contribuera par la mise à disposition en tant que de besoins de son appui technique et de ses correspondants étrangers pour accompagner l'accueil à l'étranger de jeunes engagés en service civique.....	180.000€	1
TOTAL	1.732.570€	10

¹ Hors rémunération éventuelle du Président

² Hors mise à disposition des services déconcentrés au fonctionnement de l'Agence du service civique

³ Ces éléments ont une valeur indicative qui ne préjuge pas du contenu du budget voté par le conseil d'administration du GIP.

⁴ Sur la base de 160.000€ de masse salariale pour les 2ETP sur 12 mois.

⁵ Evaluation établie sur la base de l'affectation à ce travail de la part de mobilisation à mi-temps du responsable de la section recherche et d'un chargé d'étude déjà en poste à l'INJEP. Par ailleurs l'AFPEJA pourra apporter son appui technique et son expérience liée au service volontaire européen à sur le dossier service civique à l'international. Cela représente donc un total de 3ETP*60.000€ = 180.000€.

⁶ Cette contribution correspondant à un appui au GIP pour les agréments délivrés à l'international, un appui technique aux associations qui souhaitent monter des projets de service civique à l'international (40.000€/an), participation du réseau de France Volontaires au volet international du service civique (310.000€/an)